

Crise : les citoyens européens sauveront l'euro, pas Merkel, Monti et Sarkozy

A l'issue d'une nouvelle rencontre entre dirigeants européens jeudi à Strasbourg, les solutions esquissées étaient encore floues et imprécises. Pour l'euro-députée Sylvie Goulard, seuls les citoyens européens et le Parlement européen permettront d'engager une véritable sortie de crise.

La crise est entrée dans une phase nouvelle. C'est la survie de nos économies et de nos modes de vie, c'est notre réputation mondiale qui est en jeu. Désormais, les investisseurs les plus raisonnables - les gestionnaires de nos contrats d'assurance-vie, les banques qui gèrent l'argent de nos dépôts - se détournent à leur tour de l'euro.

La dette de certains Etats européens, y compris de pays qui comptent parmi les premières économies du monde, ne trouve plus preneur. La plupart des "marchés" sont bloqués, faute de transaction. La notation de la France tient à un fil. Même l'Allemagne peine à placer ses obligations du Trésor.

A deux en "franco-allemand", à trois comme à Strasbourg, avec le président du Conseil italien, à 17 (la zone euro) ou à 27 (l'UE), les sommets et réunions du Conseil européen se multiplient et pourtant la situation ne cesse de s'aggraver. La vérité est bonne à dire, si dure soit-elle : les chefs d'Etat et de gouvernement des pays européens ne rassurent plus personne. Ils n'ont plus prise sur les événements. Alors que faire ?

Aucune solution magique

Le remède miracle n'existe pas mais nous pouvons déjà commencer, pour sortir de l'ornière, par définir des principes d'action. L'unité est le premier d'entre eux. Le gestionnaire de fonds de pension du Kansas, comme son collègue d'un fonds souverain chinois ou l'assureur européen doivent à leur client de vérifier où ils placent son argent.

En face de la monnaie unique, ces investisseurs cherchent un pouvoir politique efficace, un horizon stable. Ils sont lassés de s'égarer dans le labyrinthe d'un exécutif partagé entre le Président du Conseil européen, le Président de la Commission, le Président de l'Eurogroupe, le Commissaire en charge des affaires monétaires et 17 chanceliers, présidents de la République, premiers ministres ou ministres des finances nationaux. Comment le leur reprocher ? La plupart des Européens n'y comprennent rien non plus. L'Union européenne est devenue, par la pusillanimité de nos gouvernements qui refusent des institutions fortes, le royaume de la cacophonie et de l'indécision.

Chaque fois que nos gouvernements prétendent "vendre" l'unité tout en s'employant à garder leur petit verrou national, à l'unanimité, l'Europe se ridiculise. Le ridicule de "l'intergouvernemental fort" (ou "resserré" comme a dit récemment François Fillon), cet oxymore cher aux Français, cette chimère qui n'a jamais existé, voilà ce qui est en train de nous tuer. Il va falloir faire plus que "resserrer" les liens, il va falloir unifier ce qui forme déjà un tout ! Et, ironie de l'Histoire, ce sont les gouvernements européens eux-mêmes qui sont en train de prouver, jour après jour, leur inefficacité intergouvernementale collective.

Se fixer un principe d'humilité

Les hommes politiques ne doivent pas démissionner devant les marchés mais, à force d'en ignorer les lois, ils ont mis nos sociétés dans leurs mains. Les créanciers sont largement devenus nos maîtres parce que nos Etats ont vécu aussi au-dessus de leurs moyens ou encouragé des bulles d'endettement privé délirantes.

Et quand nos dirigeants ont souhaité faire "participer" le secteur privé à la réduction de la dette grecque, ils ont, avec les meilleures intentions du monde et une naïveté candide,

accélérala crise de confiance. La BCE les avait mis en garde contre la fuite des capitaux mais ils n'ont guère écouté. Nous devons remettre de l'ordre dans les scandaleux abus de la finance. Mais d'abord, nous devons redresser des comptes publics scandaleusement détériorés et assainir l'endettement privé. La sobriété est la meilleure manière de désarmer les spéculateurs.

Enfin, le principe de légitimité doit s'imposer. La solution que les Européens devront privilégier n'est écrite nulle part. Elle doit être forgée par les intéressés eux-mêmes dans un débat public associant les institutions de représentation des peuples : en premier lieu le Parlement européen foulé aux pieds par nos dirigeants ; mais aussi, en France l'Assemblée nationale ou le Sénat qui n'ont joué aucun rôle dans la gestion de crise, ravalés au rang de spectateurs voire de complices des diktats de notre exécutif.

Les Européens sont la solution

Dans tous les pays européens, les citoyens sont sûrement prêts à faire des sacrifices pour épargner à leurs enfants un déclassement définitif. Mais la répartition du fardeau doit être juste. Les visiteurs du soir qui plaident leur cause dans l'oreille des puissants, à la veille des Conseils européens, doivent trouver porte close parce que le débat aura enfin été porté sur la place publique.

Le temps du Conseil européen enfermé dans sa tour d'ivoire est passé. Nous devrions boycotter la prochaine grand-messe du 9 décembre. Le peuple devrait cesser d'applaudir à ce théâtre de guignol où les citoyens sont infantilisés, cantonnés derrière des frontières artificielles, priés d'applaudir sur commande alors même qu'ils sont privés des seules discussions qui vaillent : avec ceux-là mêmes qui, dans les autres Etats membres, partagent leur destin.